

**Colloque ODSEF. Quels indicateurs et à quelles fins ?  
Regard interdisciplinaire sur la « mesure » de l'évolution de la situation  
linguistique et de l'usage du français au Québec.**

## Résumés des communications

### Mardi 10 mai

#### 9h45 à 10h45

#### **État des lieux sur la situation linguistique au Québec : de l'embaras des indicateurs et de la nécessité d'une synthèse générale**

*Jean-Pierre Corbeil, professeur associé, département de sociologie, Université Laval, et ancien responsable du programme de la statistique linguistique de Statistique Canada*

Il existe plusieurs indicateurs qui témoignent de l'évolution de la langue française au Québec. Il y a ceux qui permettent de suivre l'évolution de l'effectif et de la proportion de la population dont le français est la langue maternelle ou celle dont le français est la principale langue d'usage au foyer, celle qui l'utilise au travail et dans l'espace public et celle qui le maîtrise suffisamment pour soutenir une conversation. Il y a également l'importance relative du français comme langue d'enseignement, des activités culturelles, langue d'accueil et de service dans les commerces ou sa présence comme langue d'affichage public.

Le constat que l'on fait sur l'état du français pourrait également être différent selon qu'on focalise sur un seul indicateur ou que l'on intègre plusieurs indicateurs non mutuellement exclusifs qui tiennent compte de la croissance du plurilinguisme au sein de la société québécoise.

Devant cette grande diversité d'indicateurs, la question est donc de savoir lequel ou lesquels sont jugés les plus importants ou témoignent le mieux de ce qu'on peut appeler l'état du français? L'objectif principal de l'exposé est de présenter une synthèse générale de l'évolution récente des indicateurs de la présence du français au Québec à partir des diverses sources de données publiques disponibles et d'identifier quelques-uns des défis, des enjeux et des avenues prometteuses à considérer si l'on souhaite pouvoir broser un portrait qui va au-delà des statistiques traditionnelles sur la langue maternelle et la principale langue d'usage à la maison.

## Séance 1 – 11h00 à 12h00 Les indicateurs linguistiques : enjeux méthodologiques et épistémologiques

### Forces et faiblesses des indicateurs linguistiques

*Marc Termote Professeur associé Département de démographie, Université de Montréal*

Avant de passer en revue les divers indicateurs de l'utilisation des langues, il importe de réfléchir à la signification de trois distinctions communément adoptées dans ce domaine : la distinction espace privé-espace public, la distinction régionale et la distinction individu-groupe. L'essentiel de notre communication sera consacré à dégager les forces et les faiblesses, les avantages et les inconvénients que présente chacun des indicateurs linguistiques communément utilisés : la langue maternelle, la langue utilisée au sein de ménage (« à la maison »), la connaissance des langues, la première langue officielle parlée, la langue de scolarisation, la langue de travail, la langue utilisée dans les commerces (affichage, langue d'accueil, langue du service), la langue utilisée lors des activités culturelles, le bilinguisme et le plurilinguisme, les transferts (« substitutions ») linguistiques. Cette discussion comprendra nécessairement une réflexion sur la signification des déclarations de langues multiples, de langues utilisées principalement et régulièrement, de transferts linguistiques complets et partiels, et sur la notion d'« orientation linguistique ». En conclusion de cette analyse critique des divers indicateurs linguistiques, il nous faudra retourner à la question initiale : que veut-on « mesurer » ?

### Nouvelle approche d'analyse des variables linguistiques du recensement canadien : cadre théorique sociolinguistique, méthodologie de recherche et incidences

*Calvin Veltman, professeur titulaire (retraité), ÉSG-UQAM*

Cette présentation se veut une réponse aux études de Castonguay, *Le français en chute libre* (2020), ainsi qu'aux études prévisionnelles de Termote (2011) et de Houle et Corbeil (2021) qui prévoient une régression du français parlé le plus souvent à la maison au Québec, la première à 75,8 % en 2051, la seconde à 74,4 % en 2036. À notre avis, ces chercheurs surestiment très largement l'importance des langues tierces (autres que le français et l'anglais), d'une part en raison de la répartition de réponses multiples, d'autre part en ignorant une partie importante de la mobilité linguistique des allophones. Après l'exposé de notre cadre d'analyse sociolinguistique, nettement assimilationniste, nous présentons notre méthodologie de répartition des réponses multiples. Tout d'abord, nous appliquons un processus de décantation pour mieux définir les groupes de langue maternelle française, anglaise et tierce. Ensuite, nous aménageons les langues d'accueil pour mieux refléter la destination linguistique des groupes allophones. Nous examinons ensuite les conséquences de cette restructuration des réponses multiples. L'analyse sociolinguistique propose une échelle de mobilité linguistique en cinq points, éliminant ainsi l'échelle dichotomique de la rétention ou du transfert linguistique. Fait novateur de notre analyse, nous répartissons les allophones langue d'usage selon la présence d'une langue seconde régulièrement parlée; ceci parce qu'il s'agit de la langue 'importée et implantée' à la maison en raison de leur participation à la vie collective francophone ou anglophone. Les résultats de l'analyse montrent que le français est favorisé. C'est donc plus favorable au français, tout d'abord du côté des groupes allophones et ensuite, pour l'ensemble de la société québécoise.

## **Séance 2 – 13h30 à 14h45 L'utilisation des langues et la richesse de différentes sources de données**

### **Portrait et évolution de l'usage du français et de l'anglais au foyer dans certaines régions du Québec selon différentes méthodes, 2011-2016**

*Nicolas Auclair, Étudiant à la maîtrise en démographie, Université de Montréal*

Le suivi de la situation démilinguistique au Québec nécessite le recours à de nouveaux indicateurs permettant une plus grande inclusion de la population allophone grandissante, tout en prenant en considération les relations sociolinguistiques conflictuelle et consensuelle pouvant exister entre les langues française et anglaise au sein de la société. L'objectif de cette présentation est d'analyser l'évolution des populations linguistiques québécoises à partir d'indicateurs mesurant un usage plus général et moins limitatif des langues française et anglaise au foyer entre les recensements de 2011 et de 2016. Les groupes linguistiques employés seront au nombre de quatre : « français », « anglais », « ni français ni anglais », « français et anglais », l'objectif étant de prioriser le suivi des deux langues ayant un statut plus « élevé ». Notre analyse sera réalisée sur la base de deux nouveaux indicateurs : la première(s) langue(s) officielle(s) parlée(s) au foyer (PLOPF) ainsi que la langue(s) officielle(s) parlée(s) au foyer (LOPF) que nous comparerons à des indicateurs classiques comme la langue d'usage (LU) ou la PLOP. La PLOPF cherchera à examiner les usages linguistiques des individus au foyer en les départageant selon la relation préférentielle que ceux-ci semblent manifester avec le français et/ou l'anglais. La LOPF pousse la perspective à l'extrême en considérant purement si les individus déclarent parler ces langues au foyer. Les premiers résultats suggèrent que la prise en compte de ces nouveaux indicateurs conduit à une contextualisation plus riche des tendances démilinguistiques et sociolinguistiques récentes, en particulier dans la RMR de Montréal.

### **Prendre la mesure des substitutions linguistiques récentes au Québec : avancées méthodologiques**

*Éric Caron-Malenfant, directeur adjoint et responsable du programme de la statistique linguistique, Statistique Canada.*

*Nicolas Bastien, Analyste, Centre de la statistique sur le genre, la diversité et l'inclusion, Statistique Canada*

Depuis l'insertion de la question sur la langue parlée le plus souvent à la maison dans le recensement de 1971, de nombreux chercheurs ont étudié l'évolution des substitutions linguistiques en croisant l'information sur la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent. Si cette méthode présente l'avantage de pouvoir être appliquée de manière « transversale », elle ne permet pas d'établir quand, à quel âge et où ces substitutions dites « durée de vie » se sont produites. Suivant un tel constat, certains chercheurs ont utilisé la méthode des cohortes synthétiques pour estimer la mobilité linguistique au cours d'une période intercensitaire, en comparant la langue d'usage déclarée d'un recensement à l'autre ventilée selon le groupe d'âge et la langue maternelle, et en faisant certaines hypothèses relatives aux composantes de l'accroissement. Les avancées en matière de couplage d'enregistrements permettent d'envisager une troisième approche. Il est en effet possible, en appariant des recensements, de comparer

les langues déclarées pour un même répondant lors de deux moments consécutifs, et dès lors d'estimer la mobilité linguistique intragénérationnelle au cours de la période intercensitaire selon diverses caractéristiques. Cette communication se propose de présenter les résultats obtenus par l'entremise de ces trois approches, de 2006 à 2016 au Québec. Leur comparaison vise à enrichir notre connaissance relative à un enjeu qui occupe les démologues et autres spécialistes des questions linguistiques du Québec et d'ailleurs au pays depuis de nombreuses années.

### **L'apprendre ou l'utiliser? La compétence linguistique et l'usage de la langue comme déterminants de l'intégration politique des immigrants québécois**

*Jean-Philippe Gauvin, Chercheur postdoctoral Horizon, département de science politique, Université Concordia*

*Antoine Bilodeau, Professeur titulaire, Département de science politique, Université Concordia*

Les politiques publiques québécoises misent souvent sur la compétence linguistique des immigrants pour favoriser leur intégration dans la société québécoise. Cependant, bien que la littérature reconnaisse d'emblée le rôle important de la compétence linguistique sur l'intégration économique, sociale et politique des immigrants, peu d'études se concentrent sur leur usage de la langue. Cette recherche pose la question suivante : est-ce que la compétence linguistique représente une condition suffisante pour participer à la vie politique au Québec, ou est-ce qu'utiliser la langue quotidiennement est également nécessaire? Pour répondre à cette question, le rôle de la compétence linguistique sur la participation politique et le sentiment d'appartenance est comparé à celui de l'usage du français. L'étude se fonde sur un sondage réalisé en 2019 auprès de plus de 1000 immigrants allophones au Québec. Les résultats démontrent d'abord que l'usage de la langue d'accueil joue un grand rôle dans le sentiment d'appartenance des immigrants allophones, et un rôle plus limité dans leur participation politique. La compétence linguistique a pour sa part un effet marqué autant pour la participation que le sentiment d'appartenance. Au final, l'étude suggère que même pour les allophones qui n'utilisent pas le français quotidiennement, la compétence linguistique joue un rôle prépondérant dans l'intégration à la société d'accueil.

## **Mercredi 11 mai**

### **Séance 3 – 9h30 à 10h45 Les défis du plurilinguisme**

#### **Données linguistiques de Statistique Canada : tour d'horizon et développements futurs**

*Bertrand Ouellet, Analyste principal, programme de la statistique linguistique, Centre de démographie, Statistique Canada*

*Éric Caron-Malenfant, directeur adjoint, Centre de démographie, et responsable du programme de la statistique linguistique, Statistique Canada.*

Statistique Canada, en vertu de son mandat, recueille une quantité importante d'information sur la situation linguistique dans les diverses régions du pays par le biais de ses programmes statistiques. Le recensement de la population joue un rôle central à cet égard. Avec ses questions sur la connaissance des langues officielles et non officielles, la langue maternelle, les langues parlées à la maison, utilisées au travail et, depuis 2021, la langue d'instruction aux niveaux primaire et secondaire, il se démarque des autres recensements nationaux par son contenu linguistique. D'autres sources de données, qu'il s'agisse d'enquêtes, ou d'appariements de fichiers, permettent par ailleurs de couvrir d'autres dimensions de la situation linguistique au pays. Les programmes sont en constante évolution et plusieurs initiatives visant à bonifier l'offre de données sur les langues sont en développement.

La présente communication vise, dans un premier temps, à fournir un aperçu de l'information sur les langues présentement produite par Statistique Canada. Dans un deuxième temps, de nouvelles initiatives seront présentées, qu'il s'agisse de questions qui pourraient être ajoutées aux enquêtes existantes, d'appariements de fichiers ou de l'Enquête sur la population de langue officielle en situation minoritaire. La présentation permettra de faire ressortir le potentiel en matière d'analyse et de politiques publiques des sources existantes et en développement.

#### **Pourquoi utiliser une approche ethnographique pour mieux comprendre comment des jeunes plurilingues issus de l'immigration utilisent les langues et saisissent les enjeux langagiers à Montréal ?**

*Patricia Lamarre, professeure titulaire, Université de Montréal.*

Un premier élément de réponse se trouve dans la grande quantité de recherches quantitatives et statistiques sur la situation langagière québécoise et le manque de recherches de type ethnographique et sociolinguistique. Ce manque est surprenant quand on pense aux transformations démographiques en cours et la hausse du nombre de jeunes ayant des répertoires linguistiques complexes. Jusqu'à assez récemment, ce plurilinguisme était passé plutôt inaperçu et nous en savions très peu sur la manière dont ces répertoires linguistiques étaient utilisés au quotidien. De plus, ces pratiques sont difficiles à saisir avec des outils de type enquête, qui tendent à reposer sur des questions souvent fermées (ex. : « Quelle langue utilisez-vous le plus souvent au travail, dans vos loisirs, etc.? »). Ce genre de formulation ne peut tout simplement pas tenir compte des pratiques plurilingues et tend même à rendre le plurilinguisme invisible.

Notre programme de recherche a également eu pour objectif de contrer certaines interprétations des données censitaires trop étroites et alarmistes, en offrant une perspective autre sur les pratiques langagières d'une nouvelle génération de Québécois issue de l'immigration, scolarisée en français et

utilisant plusieurs langues dans son quotidien. Nous constatons que certains démolinguistes persistent à vouloir mesurer la vitalité de la langue française en s'appuyant sur la langue maternelle ou la langue utilisée au foyer, ou les deux. Cela occulte comment une bonne proportion de Montréalais utilise le français au quotidien – dès qu'ils quittent la maison pour étudier, travailler, magasiner, demander des services et socialiser avec leurs amis – et nous offre une interprétation faussée de la vitalité de la langue française à Montréal.

### **Le Collectif PL96 - des services publics essentiels accessibles et de qualité pour tous et pour toutes : initiatives réalisées et réflexions**

*Corina Borri-Anadon (professeur titulaire, Département des sciences de l'éducation, Université du Québec à Trois-Rivières), Janet Cleveland (Chercheure sur les droits et la santé des demandeurs d'asile, réfugiés et migrants sans-statut, Institut Universitaire SHERPA sur la santé et le bien-être des personnes immigrantes, Université McGill), Peter Vipond Butler (Intervenant, Comité d'aide aux réfugiés et assistant de recherche, IU SHERPA), Élodie Combes (chargée de projet à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, Montréal)*

Cette communication visera à partager les expériences et réflexions du Collectif PL96. Ayant pris naissance à l'automne 2021, ce comité a réalisé plusieurs initiatives afin de mobiliser les citoyens ainsi que les milieux de pratique et de recherche aux répercussions du projet de loi 96 sur la langue française sur les intervenant·e·s et les communautés linguistiques minoritaires, dont l'organisation d'une causerie publique, la rédaction d'une lettre ouverte et d'une pétition ainsi que de multiples contacts avec divers organismes, journalistes et députés.

Nous présenterons d'abord un survol des répercussions anticipées du PL96 sur l'accès aux services publics pour les personnes qui ne maîtrisent pas le français, surtout les nouveaux arrivants. Ensuite nous ferons une critique de certains mythes sur lesquels repose le projet de loi, en particulier le mythe du "déclin" du français au Québec et son "bilinguisme institutionnel" (Corbeil, 2020; CSLF, 2019; OQLF, 2019) et les conceptions simplistes de l'apprentissage du français et de l'intégration des personnes immigrantes au Québec (Armand 2021, Borri-Anadon et al. 2018; CSLF, 2018; Fleury, 2013 TCRI, sd; Papazian-Zohrabian, 2021).

## **Séance 4 – 10h45 à 12h00 Rapport entre communautés d'expression française et anglaise**

### **Acceptabilité de la migration interprovinciale des Canadiens anglais et Canadiens français pour la vitalité ethnolinguistique des étudiants québécois, acadiens et franco-ontariens.**

*Richard Bourhis, Membre de la Société royale du Canada (FRSC) et professeur émérite, Département de psychologie, Université du Québec à Montréal*

*Réal Allard, Professeur associé, Faculté d'Éducation, Université de Moncton, N.-B.*

Cette étude porte sur les perceptions des étudiants Québécois francophones (N=204), Acadiens (N=227) et Franco-Ontariens (N=227) à l'égard des migrants interprovinciaux dans leurs provinces respectives. L'analyse des questionnaires de type échelles Likert montre que les Québécois et Acadiens utilisent trois fois plus le français que l'anglais à l'université et avec leurs amis, bien que les Franco-Ontariens utilisent autant le français que l'anglais. Les francophones ressentent que leur identité linguistique et culturelle est plus menacée par la présence des Canadiens anglais que par les Canadiens français. Les francophones endossent des attitudes ethniques plus favorables envers les francophones de toutes origines qu'envers les anglophones, et préfèrent largement les Canadiens français plutôt que les Canadiens anglais comme migrants dans leurs provinces respectives. Les francophones perçoivent que les migrants francophones contribuent beaucoup plus à la vitalité ethnolinguistique de leurs endogroupes francophones que les migrants Canadiens anglais. Les Québécois, Acadiens et Franco-Ontariens endossent surtout les orientations d'acculturation individualiste, intégrationniste et ségrégationniste envers les migrants Canadiens anglais et français. Plus les francophones se sentent menacés par la présence des anglophones, moins ils acceptent d'accueillir des migrants Canadiens anglais dans leur province respective. Nous discutons la pertinence de l'hypothèse des deux solitudes.

### **Le rapport aux langues chez les jeunes dans les écoles de langue anglaise au Québec : un phénomène social de plus en plus complexe**

*Diane Gérin-Lajoie, Professeure émérite, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario/ Centre de recherches en éducation franco-ontarienne, Université de Toronto*

Au Québec, le rapport aux langues est un phénomène complexe. Le français, langue officielle et publique de cette province, est toujours à l'avant-scène des débats publics. Baigné dans une mer anglophone de par sa situation géographique au sein des Amériques, le Québec a dû protéger le français, le déclarant langue de l'État. Mais il s'avère que toute langue officielle n'est pas neutre et qu'elle positionne les individus dans un certain rapport de force (Bourdieu, 2001). Il est donc important de tenir compte du contexte social dans lequel les pratiques linguistiques évoluent. Dans un marché linguistique dominé par la langue de l'État, on reconnaît rarement l'existence de diverses réalités linguistiques et de la complexité de ces dernières. Dans le contexte québécois, où il va de soi que l'on doit protéger la langue française, il s'avère quand même important de s'éloigner d'une vision binaire (Glick Schiller, 2012) et déterministe de l'usage que l'on en fait.

Afin d'illustrer mes propos, j'examinerai certains résultats d'études que j'ai menées dans les écoles de langue anglaise du Québec. Mon propos sera de démontrer que le rapport aux langues dans ce milieu scolaire n'est pas linéaire et que le français, en particulier, occupe une place importante dans le discours des jeunes. Ma discussion portera sur des entretiens menés avec des élèves fréquentant des écoles secondaires de langue anglaise à Montréal et en région.

### **Aller au-delà des solitudes : Contributions, pratiques linguistiques et identités des Québécois anglophones**

*Lorraine O'Donnell, PhD, Professeure adjointe affiliée et attachée de recherche, Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise (QUESCREN), École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia.*

*Patrick Donovan, PhD, Attaché de recherche, Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia*

Notre présentation abordera deux mythes qui limitent la compréhension à l'égard des Québécois d'expression anglaise. Le premier mythe entoure l'idée que les anglophones ont historiquement gardé leurs distances des francophones au lieu de travailler en concertation pour le bien-être de la société québécoise dans son ensemble. Nous aborderons ce mythe en présentant des preuves du contraire dans les domaines du travail, de la politique et de la culture. Nos exemples comprendront des individus comme la syndicaliste Léa Roback, la musicienne La Bolduc, ainsi que des actions collectives de la communauté visant la promotion et la protection du français. Le deuxième mythe entoure l'idée que les Anglo-Québécois ne sont qu'une extension de la majorité anglo-canadienne. En fait, les Anglo-Québécois affichent un taux de bilinguisme de 69 % et la majorité d'entre eux (68%) se définissent comme partiellement ou principalement francophones. Comme suite à un survol de données statistiques probantes, nous dresserons une synthèse des recherches portant sur les identités multilingues, bilingues et hybrides chez les Anglo-Québécois (Gérin-Lajoie, Lamarre, Magnan-MacKay). En abordant ces deux mythes, nous présenterons une vision complexe de la façon dont les anglophones du Québec s'engagent activement dans la collectivité francophone plus large du Québec par le biais de leurs pratiques linguistiques, de leurs identités et de leurs actions publiques.



## **Séance 5 – 13h30 à 14h45 Utilisation des langues au travail et dans l'espace public : recherches empiriques et méthodologiques**

### **Les langues utilisées au travail par les diplômés d'établissements postsecondaires de langue française, de langue anglaise ou bilingue**

*Étienne Lemyre, Analyste, Programme de la statistique linguistique, Statistique Canada*

Au Québec, la fréquentation des cégeps et des universités de langue anglaise par des étudiants dont ce n'est pas la langue maternelle soulève la question de leur adoption de l'anglais comme langue d'usage prédominante, entre autres au travail. Or, dans quelle mesure les diplômés d'établissements de langue anglaise sont-ils plus susceptibles de travailler principalement en anglais que les diplômés d'établissements de langue française ou d'établissements bilingues ? Quels autres facteurs connexes aux études postsecondaires (type d'établissement fréquenté, province des études, domaine d'étude) et au monde du travail (secteur d'activité, région de travail) sont associés à l'utilisation prédominante de l'anglais par les diplômés qui travaillent au Québec ?

C'est notamment à ces questions que tente de répondre une nouvelle étude de Statistique Canada, réalisée à partir de données du *Système d'information sur les étudiants postsecondaires* intégrées au Recensement de la population 2016. L'étude explore les facteurs associés à l'utilisation prédominante de l'anglais au travail au Québec et du français au Canada hors Québec, selon la langue maternelle des travailleurs dont le plus récent diplôme, obtenu de 2010 à 2015, provenait d'un établissement postsecondaire public situé au Canada.

### **L'effet de l'évolution de la structure industrielle et professionnelle sur l'utilisation des langues au travail au Québec**

*Louis Cornelissen, Analyste, programme de la statistique linguistique, Statistique Canada.*

Au Québec, l'utilisation du français et de l'anglais au travail varie de façon importante en fonction des secteurs d'industrie et des catégories professionnelles. Pour cette raison, il est possible que des changements dans la structure industrielle et professionnelle puissent avoir un impact sur les taux d'utilisation de ces langues au travail. Si l'idée selon laquelle la croissance de certains secteurs entraînerait des conséquences linguistiques est occasionnellement mise de l'avant dans le discours public, elle n'a cependant jamais été vérifiée de façon systématique. À partir des données des recensements canadiens, l'étude cherche donc à mesurer l'impact de l'évolution de la composition industrielle et professionnelle sur l'utilisation du français et de l'anglais au travail entre 2001 et 2016, au Québec ainsi qu'à Montréal en particulier. L'analyse se base sur une approche contre-factuelle : si l'utilisation des langues par secteur d'industrie et par niveau de qualification professionnelle était demeurée stable au fil du temps, et donc que l'entièreté des changements dans les langues de travail était due à l'évolution de la structure industrielle et professionnelle, quelles tendances observerait-on ? Et comment cette situation hypothétique se compare-t-elle à ce que l'on a réellement pu observer ? Les résultats permettent d'estimer la part « structurelle » des tendances générales relatives aux langues de travail, ainsi que de décomposer la contribution des différents secteurs à ces tendances.

**Cinq catégories d'interactions verbales dans l'espace public : vers une méthodologie éprouvée pour évaluer la place du français au Québec.**

*Michel Pagé, professeur à la retraite, département de psychologie, Université de Montréal; Patricia Lamarre, professeure titulaire, faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal et Jean-Pierre Corbeil, professeur associé, département de sociologie, Université Laval.*

Cette présentation part du constat qu'il manque encore un véritable indicateur de l'usage public des langues, outre le domaine du travail. Des catégories qui permettraient de classer les personnes selon la ou les langues qu'elles utilisent dans les communications publiques sont pourtant une nécessité prépondérante, compte tenu du fait que, dans le contexte québécois, l'usage du français en public est la cible privilégiée de la politique linguistique.

Après avoir passé en revue les diverses façons de catégoriser l'usage public des langues dans les enquêtes des vingt-cinq dernières années au pays, force est de constater qu'il reste encore à concevoir une façon adéquate de catégoriser cet important volet de l'usage des langues. Les auteurs énoncent une proposition basée sur la conceptualisation de cinq catégories de faits de communication dans l'espace public. Cette approche trouve son inspiration dans plusieurs disciplines, telles que la psychologie sociale de la communication, la sociologie du langage et l'ethnographie de la communication.

L'écueil que relève cette présentation est l'absence de catégories appropriées pour bien saisir la réalité, ce qui est illustré par l'absence de conceptualisation adéquate de l'usage public des langues. À défaut d'avoir un consensus sur une ou plusieurs catégories appropriées qui pourraient ressortir d'une telle conceptualisation, les enquêtes réalisées jusqu'ici se sont repliées sur diverses variables qui donnent chacune une image floue ou morcelée de la réalité des pratiques linguistiques. Le consensus sur des catégories appropriées se construira à mesure que progressera la recherche sur le développement de telles catégories. Cette présentation propose une avancée en ce sens.

## **Séance 6 – 14h45 à 16h00 Trajectoires et choix linguistiques des études postsecondaires**

### **Jeunes issus de l'immigration et choix d'orientation linguistiques au postsecondaire à Montréal**

*Marie-Odile Magnan, Professeure agrégée, Département d'administration et fondement de l'éducation, Université de Montréal*

Au Québec, les nouveaux arrivants sont tenus, selon les politiques linguistiques, de fréquenter les écoles publiques primaires et secondaires du secteur francophone. Or, au postsecondaire, le choix de la langue d'enseignement est laissé à la discrétion de l'étudiant. Cette communication présente les résultats d'une recherche qualitative menée auprès de jeunes issus de l'immigration (N=37) ayant poursuivi des études collégiales et universitaires dans des institutions francophones et anglophones. La sociologie de l'expérience (Dubet 1994) a été mobilisée afin de repérer les logiques d'orientation au postsecondaire. L'analyse révèle que les choix d'orientation linguistiques sont liés à des stratégies d'insertion professionnelle. Ainsi, une logique stratégique semble expliquer principalement les choix d'orientation des jeunes interrogés. Les motifs liés à l'appartenance linguistique ou identitaire sont quasi absents des discours des jeunes issus de l'immigration interrogés. De même, la dimension « expressive » des choix scolaires, axée sur l'accomplissement personnel à travers les études, est peu présente dans les discours des jeunes. Plus spécifiquement, nos analyses montrent que les jeunes qui optent pour le secteur anglophone sont principalement guidés par une logique d'excellence axée sur l'attrait du bilinguisme sur le marché du travail national et international. Pour ces jeunes, on peut remarquer l'impact du poids des langues à l'international sur leurs choix d'orientation linguistique. Le contexte de mondialisation peut expliquer ce résultat, un contexte où l'anglais occupe toujours le statut de langue « hypercentrale » sur le plan économique.

### **Que deviennent ces étudiants francophones qui fréquentent le cégep anglophone?**

*Karine Vieux-Fort, Coordonnatrice scientifique et des activités au Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur, Université du Québec*

L'accès des étudiants francophones au cégep anglophone constitue un débat sociopolitique depuis plusieurs années. Récemment, le projet de loi 96 est venu montrer comment la situation est considérée comme préoccupante pour différents acteurs. Or, que savons-nous réellement des parcours de vie des francophones qui font le choix d'étudier dans un cégep anglophone? Quels impacts ce choix a-t-il sur la suite de leur parcours scolaire, professionnel et personnel? Dans notre recherche doctorale (Vieux-Fort, 2019), après avoir cherché à comprendre le choix du cégep anglophone et les expériences d'études collégiales en anglais, nous avons aussi cherché à comprendre les processus de socialisation à l'anglais dans la suite du parcours de vie. Trente-sept jeunes Québécois qui ont fréquenté le cégep anglophone ont été rencontrés individuellement alors qu'ils étaient sur le marché du travail au moment de l'entrevue. Nous ancrant dans la sociologie de l'éducation, nous avons mobilisé l'approche processuelle pour comprendre finement les parcours (Bidart, Longo, & Mendez, 2013; Mendez, 2010). Nos résultats sont présentés sous forme d'une typologie composée de sept parcours de socialisation à l'anglais qui montrent une articulation distincte dans les pratiques linguistiques à la fois dans les sphères scolaire, professionnelle

et personnelle. En complément, nous proposons un regard sur les identités linguistiques et civiques des jeunes rencontrés afin de voir si des modulations identitaires ont cours après le passage par le cégep anglophone.

### **Le projet de loi 96 et le français au Cégep**

*Michel Seymour, Professeur de philosophie (retraité), Université de Montréal*

Certains souhaitent l'extension de la loi 101 au niveau collégial. Le projet de loi 96 ne va pas dans le sens d'une solution tranchée comme celle-là. Il peut cependant, avec un ensemble de mesures appropriées, parvenir au résultat souhaité qui est de retenir la plupart des étudiants francophones et allophones dans les établissements collégiaux de langue française.

Comme une mesure transitoire, le projet de loi plafonne tout d'abord à environ 17,5 % la proportion totale acceptable de la population fréquentant les collèges publics anglophones. Il impose ensuite une borne supérieure ne dépassant pas 8 % pour déterminer la part pouvant aller dans les collèges anglophones de l'augmentation globale des effectifs étudiants accédant aux études collégiales. Plus intéressant encore, la priorité doit être accordée aux étudiants anglophones qui ont les notes suffisantes, car la responsabilité première des cégeps de langue anglaise est de desservir la minorité anglophone. Ensuite, le gouvernement entend restreindre à trois ans le droit qu'a un enfant d'un parent étranger en séjour de travail d'étudier dans des écoles primaire et secondaire de langue anglaise. Une fois ce délai passé, l'élève devra poursuivre ses études dans des écoles primaires ou secondaires de langue française.

En plus de ces mesures importantes, il faudrait impérativement modifier les règles gouvernant les demandes d'admission. Dans le contexte actuel, un élève francophone ou allophone de 5e année secondaire ne peut faire une demande d'admission que dans un seul cégep, à moins que le deuxième cégep soit de langue anglaise. Cette règle de fonctionnement, à elle seule, explique une bonne partie de la saignée des élèves francophones et allophones vers le secteur anglophone.

Le gouvernement fédéral devrait aussi faire sa part, non seulement en francisant les entreprises sous juridiction fédérale, mais aussi en modifiant sa loi de la citoyenneté pour qu'à l'avenir, un immigrant résident permanent au Québec ne puisse acquérir la citoyenneté canadienne que s'il manifeste des aptitudes à parler français (et non comme c'est le cas en ce moment, s'il manifeste des aptitudes à parler l'une des deux langues officielles). Le gouvernement doit aussi et surtout modifier les règles d'admission des étudiants étrangers qui veulent s'inscrire à des programmes d'études supérieures de langue française au Québec pour qu'ils soient la plupart du temps autorisés à venir et non systématiquement refusés comme c'est le cas pour presque tous les Africains (du Maghreb ou de l'Afrique francophone) faisant en ce moment des demandes d'admission dans les collèges ou universités de langue française.